

APL accession: la Région débloque les 523 dossiers en souffrance

BTP. Profitant de l'assemblée générale de la FRBTP, le président de la Région Didier Robert a annoncé le déblocage des 523 dossiers de familles en attente de devenir propriétaires. Des dossiers bloqués depuis la suppression de l'allocation accession. Coût de la mesure : entre 15 et 18 millions d'euros pour la collectivité.

L'assemblée générale de la FRBTP a servi de vitrine à la Région. Alors que le BTP traverse la "pire crise de son histoire", selon Bernard Sirieux, président de la FRBTP, Didier Robert a profité de son passage à la tribune pour annoncer une bonne nouvelle en direction du secteur: le déblocage des 523 dossiers de familles en attente de devenir propriétaires, dossiers bloqués suite à la suppression de l'APL accession. Des dossiers en attente et qui ne sont toujours pas lancés par les entreprises du secteur

comme Bourbon Bois ou Sica Réunion (lire par ailleurs). Aujourd'hui entre 10 et 15 millions d'euros de LBU (ligne budgétaire unique) sont fléchés pour l'amélioration de l'habitat et la construction de logement évolutif social (LES). Avec l'arrêt de l'aide au logement accession, il manque entre 15 et 18 millions d'euros - 30 à 35 000 euros par famille - pour déblocquer les dossiers en souffrance. "Cette somme sera tissée sur trois exercices", explique Didier Robert. Une avance réalisée par la collectivité et qui sera ponc-

"LANGAGE DE VÉRITÉ"

"C'est un pari, mais je suis obligé de le faire", assume Didier Robert. Au-delà de cette aide providentielle censée faire démarrer la construction de ces maisons, Didier Robert milite pour que l'État revienne impérativement sur la suppression de l'APL accession. Les artisans du BTP estiment que ces dossiers représentent environ un an de travail (lire notre édition de lundi dernier). Pas du luxe, surtout lorsque l'on entend le discours alar-

Un salon pro du BTP en octobre

En marge de l'assemblée générale, la FRBTP a annoncé l'organisation au mois d'octobre d'un salon professionnel du BTP à la Nordrev. Il se déroulera du 11 au 14 octobre prochains sur un espace de 10 000 m². Objectif, valoriser le savoir-faire local des entreprises du BTP. Il doit se tenir en parallèle des coulisses du bâtiment



L'assemblée générale de la FRBTP a permis à la Région d'annoncer le déblocage des dossiers impactés par la suppression de l'APL accession (photo SLY).

miste de la FRBTP. "Nous sommes au bord du gouffre", prévient Bernard Sirieux.

Il insiste auprès de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux à "revoir les fondamentaux" alors que 557 entreprises du secteur ont mis la clé sous la porte en 2017. En ligne de mire, l'absence notamment de vision et de programmation des logements sociaux pour 2019 et 2020.

Invité à cette assemblée générale, Jacques Charut, président de la Fédération française du bâtiment (FFB), a

tenu à rappeler que le discours entendu à cette assemblée lui rappelait celui de la métropole 4 ans auparavant. "Depuis, le taux de croissance du secteur a été de 5 % en 2017", précise-t-il. Lui aussi insiste pour le rétablissement de l'allocation accession, mais attend des effets positifs de la réforme Elan (Évolution du logement et aménagement numérique).

Un "optimisme" légèrement douché par le préfet de La Réunion, Amaury de Saint-Quentin. Le représentant de l'État a joué la carte du "lan-

gage de vérité" devant la cinquantaine de patrons massés dans la salle. "Il y a peu de probabilité que l'activité revienne au niveau d'avant (...). Le temps est désormais à l'intelligence collective", avance Amaury de Saint-Quentin.

Le préfet assure qu'une réflexion est menée sur la suppression de l'APL accession pour trouver un système pérenne pour les départements d'outre-mer.